

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : Avez-vous remarqué ? la mobilisation des jeunes et de nouveaux manifestants / p.3 à 6 : Place au débat : La refondation de la santé / p. 6 : International : Grande-Bretagne et Portugal / p. 7 : Actualité sociale : Convergence pour nos retraites, nos services publics et notre Sécurité sociale / p.8 : Coup de gueule : Éducation nationale : quand on atteint le fond, la Cour des Comptes suggère de creuser encore un peu

EDITO

-Chaque année les entreprises reçoivent 157 milliards d'aides publiques ; elles en reversent 80 à leurs actionnaires.

-Vinci affiche en 2022 un bénéfice net de 4,26 milliards d'euros soit une hausse de 64%. La moitié provient de sa branche autoroutière ; Vinci va augmenter ses tarifs d'autoroute de 4,74%.

-TotalEnergies fait 20 milliards de bénéfices et paie 0€ d'impôt sur les sociétés. Bruno Le Maire est au courant... mais ne lève pas le petit doigt.

-BNP Paribas annonce un bénéfice net record de 10,2 milliards d'€ en 2022. BNP Paribas prévoit la suppression de 921 emplois en France.

-LVMH (Vuitton, quoi) a réduit ses impôts de 518,1 millions d'€ en 10 ans (de 2007 à 2017) au titre de sommes versées à la Fondation... Louis Vuitton selon la Cour des Comptes, soit 8,1% de la dépense fiscale de l'Etat au titre du mécénat des entreprises. La principale activité de cette Fondation a été la construction d'un bâtiment dans le bois de Boulogne...

-Les 500 plus grosses fortunes françaises ont vu leur richesse augmenter de 30% en un an, soit 1 000 milliards ; les 40 plus grosses sociétés de la Bourse de Paris (le CAC 40) ont distribué 80 milliards de dividendes à leurs actionnaires en 2022, un record ; les revenus financiers (actions, intérêts financiers...) représentent 385 milliards par an mais ne cotisent pas pour les caisses de retraites.

Voici donc un petit inventaire, parcellaire, du bilan de ce gouvernement ultra-libéral mené par Macron et Borne.

Ce même gouvernement qui a décidé contre 75% du peuple français, de casser définitivement le système de retraite mis en place à la Libération, dans la foulée et dans l'esprit du programme du

Conseil National de la Résistance. Ce gouvernement est, de loin, le plus à droite des gouvernements de la 5^{ème} République ; il ajoute à sa politique au service des ultra-riches un profond mépris du peuple. C'est pourquoi notre victoire pour nos retraites doit être totale, c'est pourquoi l'unité des organisations syndicales et, derrière elles, des salariés, de tous ceux qui vivent de leur travail, du peuple français est tellement importante.

Avec les manifestations des 31 janvier, 7, 11 et 16 février -et les 2,8 millions de manifestants pour la seule journée du 7 février-, nous avons tellement fortement marqué l'opinion que même la presse aux ordres n'a pas osé nier le succès phénoménal de ces mobilisations. Saluons la volonté d'unité des OS entre la CGT qui veut allier mobilisation et grèves, voire blocages et la CFDT, qui souhaite laisser la possibilité aux salariés de manifester le samedi sans perdre de journée de travail ; et même si on sait que, de tout temps, le patronat n'a jamais cédé qu'à la force, laissons les travailleurs gérer cette

montée en puissance à leur rythme et dans l'union. Le 7 mars sera, avec le retour d'étudiants très motivés (de nombreuses universités étaient entrées en lutte avant les congés de février), va venir le temps de passer la surmultipliée.

Borne affirme -on la croit- qu'elle n'a « aucun état d'âme » et que -on fait le nécessaire pour lui donner tort- « la réforme se fera » mais le gouvernement qui vient de voir l'article 2 retoqué, en est réduit à un marchandage de bas étage avec la partie la plus libérale de LR (les amis de Ciotti). Une partie des députés macronistes est mal à l'aise avec cette réforme qu'ils qualifient de

IL Y A DES BORNES
A NE PAS DEPASSER



« paramétrique, bête et méchante » et ils savent que si, dans 3 ans, Macron retournera au chaud, à la banque Rothschild, eux devront se représenter devant les électeurs...

Jamais un gouvernement n'aura autant raté sa communication sur un projet de loi. On pourrait presque en rire, mais il faut se rappeler que le 1^{er} axe de cette communication était : « c'est une réforme juste » ! Aujourd'hui cela a évolué en « nous ne sommes pas assez pédagogiques, nous ne nous sommes pas assez expliqués ». Résultat : les Français sont exaspérés. Ils refusent cette réforme qu'ils savent profondément anti-sociale ; et ils n'apprécient pas de se faire traiter d'imbéciles qui ne comprennent rien par ces pédants arrivistes.

Tout a déjà été dit sur les intentions de ce projet réactionnaire : report de l'âge de la retraite à 64 ans (quand seulement 56% des 55-64 ans ont un emploi !) avec 43 ans de cotisations pour une pension complète, suppression des régimes « pionniers », baisse généralisée des pensions... Exigeons le retour à 60 ans avec 37,5 annuités pour une pension complète ; c'est possible contrairement à ce qu'on nous serine ; le COR, pas spécialement de gauche, nie lui-même un déficit non maîtrisé, argument financier régulièrement évoqué ; selon le président du COR : « *les dépenses de retraites ne dérapent pas* », elles « *sont globalement stabilisées et même à très long terme* ». Pour le président du COR, ces dépenses

ne sont en fait « *pas compatibles avec les objectifs de finance publique du gouvernement* ». Laissons aux travailleurs affiliés aux régimes qualifiés de « spéciaux » leur choix de payer plus de cotisations et d'accepter plus de contraintes (comme de ne pas choisir son médecin à la SNCF) pour avoir en retour une meilleure prise en charge (c'est cela qui gêne les comptables qui nous gouvernent). Maintenons un niveau décent de pension, la retraite n'est pas une aumône mais un droit acquis par une vie de labeur.

C'est d'un choix de société dont il est question. Cette réforme n'est évidemment pas sociale ; personne n'a jamais cru, même pas, bien sûr, ses promoteurs, qu'elle était juste. Mais elle n'est pas économique ; outre les rapports du COR (Comité d'Orientation des retraites), il suffit de regarder les chiffres : entre la taxation des grandes fortunes ou l'imposition des bénéficiaires financiers au même niveau que les salariés, il ne serait pas difficile de trouver de quoi financer les différents régimes. Faire simplement cotiser les revenus financiers à 11% (comme les salariés), rapporterait 40 milliards ! Faire contribuer 2% des 1000 milliards des plus grosses fortunes rapporterait 20 milliards. Cette réforme est profondément politique. On veut nous faire changer de société. C'est la république sociale et laïque inscrite dans le préambule de la Constitution qui est remise en cause. Elle vaut bien notre mobilisation collective et unitaire.

Marinette BACHE

Avez-vous remarqué ?

La mobilisation des jeunes et de nouveaux manifestants

Par Michel Jallamion

Paris : la plus grosse manif depuis au moins 30 ans (et c'est BFM TV qui le dit) ! Beaucoup de jeunes. Beaucoup de nouveaux manifestants. Partout en France ce sont des manif' monstres. Les médias qui tentent d'expliquer la faiblesse de la mobilisation ont vraiment du mal : toujours 1 million selon la police au bout du 4^{ème} jour c'est de mémoire une première.... Il me semble qu'en 1995 Juppé avait dit qu'il penserait à revoir sa copie à un million de personnes... Les gens sont déterminés et en colère et ils en ont vraiment marre que le gouvernement les prennent pour des c... Je suis étonné car pour moi ça fait au moins 30 ans que j'ai quotidiennement cette impression, mais c'est un leitmotiv fort pour ceux qui manifestent rarement ou pour la première fois : beaucoup m'ont dit qu'ils n'en pouvaient plus que le gouvernement ne pense qu'aux plus riches et demande tout aux salariés et qu'il fasse preuve d'autant de suffisance et de mépris... Le terrain peut être propice à un mouvement long dans le temps. Le slogan de la jeunesse n'était pas mal : « *la retraite à 60 ans, on s'est battu pour la gagner on se battra pour la RETROUVER* »... Ça me semble prometteur de luttes émancipatrices dans la durée, au-delà de la seule opposition au projet du gouvernement...

Peut-être allons-nous assister à l'émergence d'une génération qui luttera pour le retour des jours heureux...

PLACE AU DEBAT

LA REFONDATION DE LA SANTE

Pour Macron la protection sociale est la dernière priorité

Par Jean Claude Chailley

Macron, coupe sur les budgets de la protection sociale, de la santé, pourtant en voie d'effondrement. C'est un choix politique. Il n'est pas lié à des impératifs budgétaires :

En plus des 200 Md d'aides annuelles aux entreprises – dont la moitié d'exonérations de cotisations sociales « patronales » -, après le « quoi qu'il en coûte », Macron dégage des budgets supplémentaires massifs

Par exemple les multiples « boucliers » qui compensent mal, sur fonds publics, les dégâts de la spéculation du marché européen de l'énergie. Macron diminue les impôts de production des entreprises, encore 9 Md en 2024. Le budget de la défense aura doublé sous Macron, augmentation de + 30 Md engagée bien avant la guerre en Ukraine. Avec l'inflation le remboursement de la dette de la France flambe d'autant plus qu'une partie a curieusement été indexée sur l'inflation (35 Md en 2021 -> 52 Md en 2022). La Banque de France a établi que 1 point d'augmentation du taux d'emprunt de la France coutera 39 Md à 10 ans. On approche de 3 points.

En compensation E Macron s'est engagé vis-à-vis de la Commission européenne (qui s'impatientait) à rendre la protection sociale excédentaire de 1,3 point de PIB en 2027 pour revenir sous 3 % de déficit. (1,3 points de PIB = 3 fois le « déficit » des retraites.)

Conséquences :

- **La réforme des retraites.**

Pour le Président du COR – qui n'entérine pas les chiffres officiels de déficit qu'on nous inflige à la télé, qui constate que « les dépenses ne dérapent pas » - **c'est la raison de la réforme des retraites** (audition à l'Assemblée nationale, disponible en replay).

D'ailleurs Macron a confirmé à plusieurs reprises que la réforme des retraites c'était pour financer tantôt la santé, tantôt, l'éducation, tantôt la perte d'autonomie, ... *pures contre-vérités, l'éducation, les services publics, subissent le même sort que la Sécurité sociale, et Bruno le Maire annonce que ça doit empirer...au nom de la dette !*

- **La baisse historique du budget santé.**

Le PLFSS 2023 prévoit une augmentation de budget (hors Covid) de 3,7 %, très au-dessous de l'inflation prévue à 6 % par la Banque de France. C'est donc une baisse historique de 6 milliards.

► Pour Macron, la protection sociale doit être sacrifiée au profit d'autres budgets, au profit du retour aux « critères de Maastricht ».

La stratégie de Macron dans le cadre du pseudo « CNR », le Conseil National de la Refondation : Discours lors des vœux aux acteurs de la santé

Le lieu est un symbole : Macron a choisi l'hôpital du sud francilien, célèbre pour son partenariat public-privé qui a entraîné un important gaspillage d'argent public. Macron est l'avocat permanent des coopérations public-privé qui ne peuvent se faire qu'en garantissant au privé la rentabilité requise par Ramsay et autres multinationales.

Pour le secteur public, mis délibérément en déficit, il reste les éternels plans de retour à l'équilibre budgétaire qui conduisent au désastre actuel.

Pour Macron » tout était dit » dès 2018 à l'occasion du projet de loi « Ma santé 2022 ».

Cette loi a notamment instauré **les « hôpitaux de proximité » sans urgences, ni chirurgie, ni obstétrique**. Pas étonnant que la situation se soit aggravée aux urgences, ou pour rejoindre une maternité rapidement. Pas étonnant qu'il faille attendre des mois pour une chirurgie, ou passer au privé avec ses dépassements d'honoraires.

L'axe central de la stratégie de Macron pour les années à venir, c'est qu'il n'y a pas vraiment besoin d'augmenter les budgets, les salaires.

- **Macron n'avait pas prévu le Covid qui a entraîné le Ségur de la santé.** Les augmentations de budget, de salaire, non négligeables bien qu'insuffisantes, ont eu lieu par la conjonction des mobilisations des soignant-e-s et de la popularité des infirmières qui avaient lutté contre le Covid dans des conditions où elles manquaient de tout.
- **Pour Macron le Ségur clôt de fait la question des salaires, des augmentations budgétaires.** D'autant plus qu'adepte comme Sarkozy du « travailler plus », Macron rend les 35 heures responsables de tous les maux.
- **Il rend aussi responsable le numerus clausus,** le fait que près de la moitié des médecins ont plus de 60 ans. Argument difficile à entendre : Macron est à des postes de haute responsabilité depuis 10 ans.
- Mais il n'y a pas que les médecins. **Les fermetures de lits ont continué, y compris pendant le Covid, les coupes budgétaires aussi, y compris des coupes historiques en 2023, pas par augmentation insuffisante, mais par baisse par rapport à l'inflation.**
- **Il faut 3 ans pour former des infirmières, ce qui n'empêche pas que la situation est catastrophique :** démissions massives, seule une minorité de celles / ceux qui sont en formation exerceront le métier, ...
- Comme toujours on parle beaucoup de **prévention**, mais il n'y a pratiquement plus de médecins du travail, pareil dans les écoles, les centres de PMI (protection maternelle et infantile),... disparaissent.

Pour Macron, le problème c'est « l'organisation de notre système ». « Le Conseil National de la Refondation de la santé », consiste à transférer aux hôpitaux, aux « territoires », la responsabilité de gérer la pénurie, avec une dégradation assumée de la qualité des soins, qui entraîne un surcroît de mortalité évitable.

- **Pour Macron le « territoire » c'est environ 150 000 habitants, près de 1/4 de département en moyenne.** Ça ne risque pas de favoriser la réponse aux besoins dans la proximité.
- **Macron veut réformer la gouvernance de l'hôpital par un tandem administratif / médical.** Mais le « tandem », et notamment le médical, n'a que peu de maîtrise lorsqu'il manque des lits, des personnels, ...

En réalité il s'agit de « s'organiser » au niveau du service, du pôle, avec les moyens qu'on a ...et surtout qu'on n'a pas !

- **Ainsi le ministre de la santé François Braun refuse un ratio minimum de soignants au lit du patient :** « Pour les patients on doit « assumer d'organiser les soins en fonction des besoins des patients, de la qualité des ressources, notamment humaines, dont on dispose ». Et quand il manque de « ressources », des compétences nécessaires, on « assume » ...que des patients meurent sur un brancard. Voilà où est tombée la France qui avait le meilleur système de santé du monde il n'y a que 20 ans.

Vers une réforme du financement à la performance, au niveau « territoire », évaluée on ne sait comment, mais dans le cadre des économies budgétaires.

E Macron : « pour l'hôpital public, les établissements privés, les professionnels de santé dans le libéral, il faut qu'il y ait **une part structurante de la rémunération** qui repose sur des **objectifs de santé publique** qu'on négocie à l'échelle d'un territoire ».

- Les « objectifs », seront variables selon les territoires, amplifiant l'inégalité alors qu'il faudrait lutter contre les inégalités existantes.
- Il y aura renforcement de la concurrence entre les territoires pour attirer les professionnels, devenus rares.
- Les « objectifs » seront atteints ou non. Qui contrôlera ?, comment ?

E Macron croit à « **l'intelligence des territoires** », pour lui « c'est localement...que nous parvenons à créer les synergies entre la ville et l'hôpital, **entre le privé et le public**, entre les différents métiers, que nous dépassons les concurrences stériles, les postures qui nous retardent et qui nous éloignent de l'intérêt des citoyens ».

- ▶ **C'est une politique verticale, sous contrainte budgétaire, qu'impose Macron. Dans tous les domaines au nom de « l'intelligence des territoires », « l'europpéen » Macron remet en cause tout ce qui fait l'égalité, fondement de la République française.**

Médecine en mode dégradé pour les patients.

« L'offre de soins médicaux est insuffisante par rapport aux besoins de la population » (constat d'une proposition de loi des député-e-s de la macronie, Rist, Bergé,...)

- Déserts médicaux, 6 millions sans médecin traitant, temps d'attente, opérations déprogrammées, faites le 15 et soyez patient même si c'est urgent, ... Devant l'impossibilité d'obtenir une consultation on fait appel aux téléconsultations, aux infirmières en pratique avancée, au pharmacien, ...
- **Comme il devrait y avoir encore 25 % de médecins en moins d'ici 2025** Macron encourage la retraite progressive.
- **Pour dégager du « temps médical » il veut faire passer le nombre d'assistants médicaux dans les CPTS de 4000 à 10000.**
 - « Les CPTS, Communautés Professionnelles Territoriales de Santé, regroupent les professionnels (*public comme privé*) d'un même territoire qui souhaitent – à leur initiative – s'organiser autour d'un projet de santé pour répondre à des problématiques communes ».
- Même pour les 600 000 patients qui ont une maladie chronique, mais pas de médecin traitant, la solution « **quand il n'y a pas suffisamment de temps de médecins qu'au moins les médecins puissent déléguer à des paramédicaux** ».
- ▶ On ne forme pas suffisamment de médecins. Les jeunes médecins de veulent plus travailler 70 heures par semaine. Avec le vieillissement de la population pour remplacer un médecin qui part en retraite il faut en former plus de 2 (AP-HP). On en est à des années lumières.
Dans 5 ou 10 ans les nouveaux présidents diront comme toujours qu'ils n'y peuvent rien si leurs prédécesseurs...

Perte d'autonomie

Pire encore pour les personnes en perte d'autonomie en EHPAD comme à domicile. Depuis le scandale Orpéa la défenseure des droits, comme Victor Castanet, dénonce que pratiquement rien n'a changé.

- **Le manque de personnel** s'aggrave, « **atteint des sommets** » (président de la Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées)
- **La maltraitance institutionnelle empire et va continuer d'empirer** car avec les générations du baby-boom l'augmentation des besoins dans les 10 ans va être de l'ordre de 50 %.
- **En 2018 Macron a promis une loi Grand âge.** Cette promesse-là, Macron a décidé de ne pas l'honorer. Pas d'argent, pas de loi ! Pour le ministre Jean Christophe Combe, Ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des personnes handicapées, « **l'argent public est rare** », pure contre vérité.
- ▶ Le moins qu'on puisse dire c'est que **la fiscalisation de la perte d'autonomie, la création de la 5^{ème} branche** confiée à la CNSA, n'ont rien résolu alors que des organisations réclament à juste titre un plan Marshall de la perte d'autonomie

Changer de politique

**Non « l'argent public » n'est pas rare
Contrairement à ce qu'on nous dit à la télé, Il y a un lien direct entre les dividendes stratosphériques et les coupes budgétaires de la protection sociale et des services publics**

L'explosion des dividendes, des rachats d'actions, ... est la conséquence de l'explosion des profits. Ils résultent des licenciements, des délocalisations, des salaires trop bas, de l'explosion des exonérations de cotisations sociales, de la baisse impôts des entreprises, de l'optimisation fiscale,...

Sans interrompre la désindustrialisation de la France, ils asphyxient la protection sociale, les services publics, créent la dette de la Sécurité sociale, de la France.

- ▶ L'argent étant « rare » il se prépare une offensive de nouvelle **taxation des retraités** dans la foulée de la réforme des retraites, si elle passait

C'est l'ensemble de la politique de santé de Macron qui est rejetée, comme les retraites, car profondément antidémocratique.

- « **Le manque d'attractivité** » est la conséquence des politiques menées depuis des années par les gouvernements successifs. **Il y a un lien direct entre les coupes budgétaires**, les fermetures de lits, le manque de personnel, les salaires trop faibles, ... **et le » management » autoritaire pour imposer les réorganisations permanentes.**
- **La volonté de supprimer les régimes spéciaux en rajoute !**
- ▶ **Les solutions sont connues depuis de longues années : il faut partir des besoins.**
 - Arrêt des fermetures de lits, réouverture lorsque nécessaire.
 - Création des embauches nécessaires (ordre de grandeur 100 000 à l'hôpital, 200 000 en EHPAD, 100 000 à domicile).
 - Titularisation des contractuels.
 - Augmentation des salaires, du point d'indice, amélioration des conditions de travail.
 - Création de centres de santé.
 - Retrait de la réforme des retraites. Maintien et amélioration des régimes spéciaux de retraite pour ceux qui l'ont.
 - Prise en charge de la perte d'autonomie dans la branche maladie de la Sécurité sociale.
 - Grand service public de l'autonomie. Loi « Marshall » pour le Grand âge.

INTERNATIONAL

En Grande-Bretagne lundi 6 février grève du personnel médical d'une ampleur inédite dans son histoire. Des dizaines de milliers d'infirmiers et d'ambulanciers vont cesser le travail, en conflit avec le gouvernement sur leurs conditions de travail et salariales. D'autres actions sont prévues tout au long de la semaine. Traditionnellement motif de fierté pour de nombreux Britanniques, le système national de santé est sous haute pression avec des millions de patients se trouvant sur listes d'attente pour des opérations et, chaque mois, des milliers d'autres ne recevant pas des soins d'urgence dans un délai bref. Des dizaines de milliers d'infirmiers ont quitté le secteur médical, dont quelques 25.000 l'an dernier, provoquant une pénurie qui affecte les soins aux patients. Les syndicats expliquent cette situation par la faiblesse des salaires. En dépit de semaines de négociations, aucun accord n'a été trouvé entre les syndicats et le gouvernement, alors que les syndicats ont dit être disposés à revoir à la baisse leur demande d'une revalorisation salariale de 5% au-dessus de l'inflation.

Au Portugal, l'enseignement public, la santé et le transport ferroviaire étaient en grève jeudi et une manifestation massive a eu lieu à Lisbonne le 11 février contre la baisse des salaires et des retraites, dans un contexte de forte inflation, estimée à 7,8% alors que la rémunération brute mensuelle moyenne au Portugal n'a augmenté que de 3,6% en 2022. Déjà le 26 décembre, les cheminots étaient en grève à 80% sur les mêmes questions. Les enseignants, eux avaient défilé lors d'une manifestation nationale à Lisbonne le 14 janvier.

ACTUALITE SOCIALE



des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

POUR NOS RETRAITES, POUR NOS SERVICES PUBLICS ET POUR NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE

La Convergence salue la large unité intersyndicale en place sur les retraites qui est de bon augure dans le rapport de forces que doit mettre en place le monde du travail face aux intérêts et au pouvoir de la finance.

Elle appelle les usagers, personnels et élus à participer massivement aux manifestations prévues.

Faire front commun, et renforcer toutes les convergences, forment donc une absolue nécessité.

Nous devons mener ce combat pour les actifs, les retraités, nos enfants, petits-enfants et pour les générations futures.

Céder sur les retraites faciliterait la destruction de notre sécurité sociale déjà fort entamée par les assurances privées, les restes à charge, les exonérations de cotisations et son saucissonnage en branches différenciées.

Ce combat est lié à celui pour l'augmentation des salaires, source encore quasi exclusive de notre sécurité sociale.

Ce combat est également lié au développement des services publics et pour la transition écologique qui ne pourra avoir lieu si nous capitulons devant les forces du marché.

Sans services publics, pas d'investissements publics, pas de politique publique, pas d'accès et d'égalité aux droits, pas de politique de réindustrialisation, pas d'aménagement du territoire ni d'indépendance énergétique ni de transition écologique. Sans sécurité sociale pas de droits à la retraite et aux soins.

Nous devons sur le court terme tout mettre en œuvre pour remporter le combat sur les retraites qui serait, en plus d'empêcher un recul de nos conquies sociaux, un signe extraordinaire de revivification du mouvement social, un combat remporté sur les tenants des politiques d'austérité, le meilleur moyen de démontrer l'utilité des forces de progrès, de l'unité. C'est la meilleure façon de combattre concrètement la poussée des extrêmes droites en France, en Europe et dans le monde.

Sur le moyen terme avec la CGT, la FSU et Solidaires et plus de 200 organisations associatives syndicales et politiques regroupés dans l'appel

« UN NOUVEL ELAN POUR NOS SERVICES PUBLICS »,

nous mettons dès à présent dans le paysage

une grande mobilisation nationale des usagers des personnels et des élus

les 12,13 et 14 mai 2023 à Lure en Haute-Saône.

INSCRIPTION ET INFORMATION : www.nesp2023.com

(note de la rédaction de RESO : cet appel sera publié dans le bulletin de mars)



Un nouvel élan pour les services publics

LURE, 12>14 mai 2023 Village des services publics
Ateliers Débats | Concerts | Restauration

MANIF' NATIONALE

Samedi 13 mai 2023, départ : 14 h 30

Contact : lure2023@gmail.com

COUP DE GUEULE

Éducation nationale : quand on atteint le fond, la Cour des Comptes suggère de creuser encore un peu

Par Antoine Ducros

Depuis au moins deux décennies, nos différents gouvernements, sous Sarkozy, sous Hollande, sous Macron, n'ont cessé d'une part de faire subventionner massivement par le contribuable les salaires du secteur privé (à travers les baisses de cotisations sociales compensées par l'État et les déductions fiscales pour les emplois à domicile) et d'autre part d'organiser sans le dire la baisse des rémunérations réelles des fonctionnaires : on gèle le point d'indice et on laisse l'inflation faire lentement mais sûrement le sale boulot. Évidemment, ce qui devait arriver arriva : des pans entiers du secteur public n'arrivent plus à recruter faute de candidats intéressés par des postes de plus en plus mal payés, et la crise est désormais aiguë dans des certaines branches cruciales comme la santé ou l'Éducation nationale.

C'est au chevet de cette dernière que la Cour des Comptes s'est récemment penchée. Et qu'a-t-elle conclu ? Qu'il est urgent de planifier une hausse massive des revenus des enseignants à tous les niveaux de carrière ? Eh bien, pas du tout... elle propose simplement pour le moment de recourir encore davantage au recrutement de professeurs vacataires en CDD, sur simple entretien, hors de tout concours, et en leur prodiguant une formation minimale (une dizaine d'heures).

Cela n'a hélas rien d'étonnant : cet organisme présidé par Pierre Moscovici est depuis longtemps un fidèle relai de l'idéologie libérale, obsédé par la compression des dépenses collectives et sourdement hostile au statut de la Fonction publique (dont ses membres bénéficient par ailleurs, et sous sa forme la plus avantageuse). C'est donc tout naturellement que sa seule réponse à la situation catastrophique de l'enseignement secondaire en France consiste à développer les postes précaires pourvus par une procédure totalement floue et sans garantie aucune, au lieu de renforcer dans des proportions significatives l'attractivité des postes statutaires et pérennes, pourvus par la procédure la plus juste, la plus égalitaire et la plus intelligemment sélective qui soit : le concours national.

Bien entendu, ces mesures, si elles sont mises en œuvre, n'amèneront strictement aucune amélioration de la situation, bien au contraire : les rectorats continueront à faire face à une pénurie grandissante d'enseignants, qu'ils n'arriveront au mieux qu'à combler que très imparfaitement et en confiant les classes à des intervenants de moins en moins qualifiés – qui croit sérieusement que les bons étudiants titulaires d'un Master 2 vont se bousculer au portillon pour un contrat de trois ans sans perspectives au-delà, et un salaire bien bas en regard de leur niveau d'études ? Tandis que les groupes sociaux qui soutiennent et inspirent cette politique catastrophique auront soin quant à eux de soustraire leurs propres enfants à ses conséquences en les inscrivant dans des établissements privés voire, pour les études supérieures (qui sont pour le moment moins concernées par ces problèmes mais finiront par l'être, au train où vont les choses), en les envoyant dans de très coûteuses formations à l'étranger.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)